

**Annie VIDAL**

*Députée de la deuxième circonscription de Seine-Maritime*

*Commissaire aux affaires sociales*

*Co-présidente de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale*



Paris, le 18 septembre 2020

## Communiqué de presse

### Loi Grand âge et autonomie : il y a urgence à agir !

J'ai adressé hier au Premier ministre un courrier cosigné par 77 députés, pour l'alerter sur la nécessité de mettre à l'agenda parlementaire dès janvier 2021 le projet de loi « Grand âge et autonomie ». M. Jean Castex nous a mentionné mardi qu'elle sera examinée par les parlementaires « avant la fin de la législature ».

Le rapport de Dominique Libault titrait il y a un an *Grand âge, le temps d'agir* : aujourd'hui, à mon sens il y a *urgence* à agir.

Cette loi est attendue de longue date tant par l'ensemble des personnes concernées que par les professionnels du secteur du grand âge, demandeur d'une diversification et d'une intensification de l'offre. La crise sanitaire que nous venons de traverser fait l'écho des constats déjà établis et partagés par plusieurs rapports qui ont fait date, sur les attentes fortes et les besoins des personnes fragilisées par l'âge, le handicap ou la maladie.

L'urgence est en effet présente : entre 2020 et 2030, le nombre de personnes ayant entre 75 et 85 ans augmentera de 49%. Il s'agit de personnes le plus souvent valides, mais fragiles, qui doivent être davantage accompagnées pour éviter de potentielles pertes d'autonomie. Nous devons donc dès à présent créer les conditions nécessaires pour construire une société de la longévité.

Cette transition démographique est l'un des grands défis de notre siècle. Si nous voulons pouvoir y répondre à temps, et apporter des réponses concrètes à nos aînés, il faut très vite engager ces travaux parlementaires. C'est pourquoi j'ai fait part au Premier ministre de l'impatience des français et de nombreux parlementaires à mettre en débat ce projet de loi que nous voulons ambitieux.

**Annie VIDAL**

*Députée de la deuxième circonscription de Seine-Maritime*